

## LES EMPLOYEURS COTENT LES GOUVERNEMENTS DE BELGIQUE

## Le patronat octroie 7/10 au gouvernement Michel

■ Les 25 fédérations patronales les plus importantes se sont exprimées dans le cadre d'une enquête réalisée par Whyte.

Comment les entreprises préparent les élections? C'est sur cette question, et bien d'autres, que le cabinet de conseils en communication Whyte Corporate Affairs a sondé 25 organisations patronales et sectorielles belges, dont les plus importantes (BEF, Voka, Unizo, Agoria, Fefbiac, Essencia, Fédération Construction, etc.). Quels sont les résultats de cette enquête représentative, réalisée sur la base d'interviews avec les représentants des différentes fédérations entre février et mai 2018?

## De la mobilité à l'emploi et l'énergie

Le premier, c'est que le gouvernement Michel obtient une bonne note: 7 sur 10. Supérieure à celle des gouvernements flamand (6,7), wallon (6,5) et bruxellois (4,9). "L'évaluation est bonne, mais des entretiens, il ressort aussi que si la note n'est pas plus élevée, c'est parce que les attentes étaient élevées et que le gouvernement semble avoir atteint des limites dans son action", explique Sandrine Agie, co-auteure de l'étude avec Joris Bulteel, associés chez Whyte. Et si une très grande majorité des fédérations souhaite la reconduction du gouvernement Michel (21 sur 25), les entreprises disent en gros: il reste du pain sur la planche. Avec quelles priorités? "Les mesures fiscales arrivent en tête, enchaîne Joris Bulteel. On pourrait se dire qu'avec les baisses de charges patronales et des taux d'imposition, beaucoup a été déjà fait pour les entreprises mais le sentiment qui prévaut chez elles, et qui se marque dans les entretiens, c'est que la Belgique a juste retrouvé une place dans le ventre mou des classements européens en termes d'attractivité et que cela ne suffit pas." La fiscalité reste donc une priorité.

Suivent ensuite l'énergie, le marché de l'emploi et la mobilité. "L'énergie reste un facteur qui met à mal la compétitivité des entreprises belges, nous dit-on. Les différences de prix avec les pays voisins restent trop importantes." La situation de la mobilité dans

le top des priorités des fédérations patronales n'est évidemment pas une surprise. Les grandes villes comme Anvers et Bruxelles sont parmi les plus embouteillées d'Europe et l'offre de transports en commun, de parkings alternatifs, bref, de solutions durables, pour le moins réduite. "C'est un vrai souci, confirme Sandrine Agie. A tel point que de nombreuses grandes sociétés, sans pouvoir vous donner de noms, ont décidé de ne pas investir en Belgique en raison d'une politique de mobilité déficiente. Même le ministre Bellot l'a lui-même récemment reconnu, du reste."

## Un fédéralisme mature

Le marché de l'emploi fait lui aussi l'objet de l'attention des fédérations patronales. "Pas seulement pour la demande de flexibilité. La pénurie dans certains emplois inquiète aussi", explique Sandrine Agie.

Il ressort aussi de l'étude que les organisations patronales sont d'avis que le processus de régionalisation est arrivé à son terme. "Il est devenu mature. Quelque 18 répondants sur 25 sont en effet en faveur d'un statu quo communautaire et seule une organisation souhaiterait une nouvelle réforme de l'Etat, explique Joris Bulteel. De nombreux répondants déclarent toutefois que la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat n'a pas été complètement mise en œuvre. En outre, la refédéralisation de certaines compétences ne semble plus être un sujet tabou."

Ce fédéralisme plus "mature" se voit aussi au travers du fait que la moitié des répondants ne considèrent plus l'existence de coalitions asymétriques (différentes aux niveaux fédéral et régional) comme problématique. "Cela peut paraître paradoxal, puisque le manque d'homogénéité au niveau gouvernemental – où les partenaires sont des concurrents politiques directs – est à la base des critiques sur les limites atteintes par l'action du gouvernement en cette fin de législature, mais c'est parce qu'il y a une forme de résignation sur le fonctionnement belge", explique-t-on du côté

de Whyte.

A noter, enfin, que côté flamand, la N-VA est le parti préféré des fédérations, sans toutefois recueillir autant de soutien que dans les sondages électoraux. Le CD&V et l'Open VLD suivent à distance proche. Côté wallon, seul le MR est cité.

François Mathieu